

Les berbères de Libye accusés de séparatisme et de trahison

jeudi 8 janvier 2009, par [Icare](#)

La Libye vient de renouer avec une de ses méthodes les plus archaïques et les plus barbares, l'appel au lynchage public à l'encontre de paisibles citoyens.

Libye : Halte aux appels à la haine anti-amazighe

Cela a commencé le mercredi 24 décembre 2008 vers 11h, dans une salle de la ville de Yefren (région de Nefussa, 150km à l'ouest de Tripoli), par un meeting qui a réuni quelques 300 personnes, membres d'une organisation dénommée « la jeunesse de la Libye de demain » ainsi que des membres des « comités révolutionnaires ». Ces organisations liées au pouvoir libyen, sont connues pour leurs positions panarabistes radicales et leur racisme anti-amazigh. Dès le début, ce meeting avait pris l'allure d'un tribunal populaire chargé de juger et de condamner sans autre forme de procès, les militants pour les droits des Amazighs de Libye et en particulier ceux qui ont participé à la dernière assemblée générale du Congrès Mondial Amazigh (CMA) qui s'est déroulée du 31 octobre au 2 novembre 2008 à Meknes (Maroc). Ainsi, Salem Madi, M'hamed Hamrani et Aissa Sijouk, membres du Conseil Fédéral du CMA, ont été accusés publiquement d'être des séparatistes et des traîtres travaillant au profit d'intérêts étrangers. Fethi Benkhelifa et Mohamed Akchir font également partie de la liste des accusés. Dans une salle surchauffée par des discours de haine, des insultes et des appels à la violence contre les militants Amazighs ont été lancés par les organisateurs de la rencontre et repris collectivement par la foule.

Les accusations contre les Amazighs sont d'une extrême gravité car en Libye, elles valent condamnation à mort des personnes mises en cause.

Le Congrès Mondial Amazigh, ONG de défense des droits du peuple amazigh, a également été qualifié « d'organisation étrangère au service de la CIA, du sionisme et de l'impérialisme occidental ».

Après une heure de discours racistes et d'une grande virulence à l'encontre des Amazighs, les responsables de la réunion ont appelé l'ensemble des présents à se rendre sur le champ devant les domiciles des militants Amazighs. Quelques minutes après, environ 500 personnes dont de nombreux policiers en civil, encadrées par des militaires, se sont massées devant la résidence de la

famille Salem Madi pour scander de nouveau des insultes et des appels au meurtre. Dans un état d'hystérie collective et encouragées par la bienveillance des forces de police et les militaires, de nombreuses personnes ont lancé des pierres sur la maison de la famille Madi, brisant plusieurs fenêtres. Ensuite, des personnes ont inscrit à la peinture, des « mort aux traitres » et "épuration physique" sur la façade du domicile de Salem Madi et d'autres slogans menaçants. Le domicile d'une vieille dame, Aicha Elkeblaoui, veuve de M'hamed Madi, qui n'a pourtant aucune activité militante, a également subi le même sort.

Avant de quitter les lieux, les organisateurs de la manifestation anti-amazighe ont promis la mort à quiconque participera désormais à une réunion portant sur la question amazighe et ont annoncé que des expéditions punitives seront menées dans les prochains jours contre des militants de la cause amazighe, notamment dans les localités de Zwara, Jadu, Kabaw et Oubari.

Terroriser les populations afin de les dissuader de défendre leurs droits et leurs libertés démocratiques, telle semble être la stratégie des organisateurs de l'expédition de Yefren. D'après les informations recueillies, les principaux organisateurs de cet acte seraient : Abdelhadi El-Aoudj, Salem El-Djerbi, Hocine Essouidi Etterhouni, El-Hammadi Dourabi, Aribi Bouras, Abdellah El-Amouri, Naji Kafou, Aissa Boudjenah, Ali Zekri, Faouzi Larribi.

Le Congrès Mondial Amazigh dénonce et condamne avec la plus grande vigueur l'agression préméditée contre les militants Amazighs de Yefren et exprime à ses membres et à l'ensemble des Amazighs de Libye sa totale solidarité. Cette méthode qui consiste à dresser les citoyens les uns contre les autres et à semer la haine et la discorde est indigne et porteuse de grands dangers pour la société libyenne. Il est clair que le seul vrai responsable de la lâche agression de Yefren est le pouvoir libyen qui devra en assumer toutes les conséquences.

Le CMA réaffirme sa détermination à rester fidèle à sa mission de défense des droits du peuple amazigh et déclare qu'aucune intimidation, aucune violence ne sauraient détourner ses membres de leur rôle de défenseurs des droits humains, conformément au droit international.

En conséquence, le CMA exige du gouvernement libyen :

- * des excuses publiques et les réparations des préjudices matériel et moral subis par les militants Amazighs victimes de l'agression du 24 décembre 2008 à Yefren,
- * des excuses publiques adressées au CMA,
- * des poursuites judiciaires à l'encontre des responsables de l'organisation "la jeunesse pour la Libye de demain" et des hauts responsables libyens impliqués dans cette

affaire.

En même temps, le CMA appelle la communauté internationale à :

- * condamner les auteurs et les responsables de l'agression anti-amazighe de Yefren,
- * diligenter une commission d'enquête internationale pour faire toute la lumière sur les graves événements de Yefren,
- * protéger les défenseurs des droits des Amazighs en Libye,
- * prendre d'urgence toutes mesures en vue d'assurer la protection des populations amazighes de Libye.

Enfin, le CMA demande à tous les Amazighs d'exprimer sous toutes formes, leur solidarité fraternelle avec les militants et les citoyens Amazighs de Libye. Le CMA recommande également à tous les Amazighs de Libye de résister avec courage et d'organiser une manifestation publique et pacifique à Yefren pour dire non à la haine et non aux violences anti-amazighes.

En attendant, le CMA se réserve le droit de saisir la justice internationale compétente contre les responsables libyens, pour leur soutien aux appels à la violence et à la haine raciale.

Paris, le 28/12/2008

P/le Bureau du CMA

B. Lounes, Président